

COMMISSION PARITAIRE
DES ENTREPRISES DE GARAGE

Convention collective de travail du 8 juillet 2003.

DÉTERMINATION DU SALAIRE

En exécution de l'article 3 de l'accord national 2003-2004 du 14 mai 2003.

CHAPITRE Ier. - Champ d'application.

Article 1er.

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, aux ouvriers et ouvrières des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire des entreprises de garage.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "ouvriers": les ouvriers ou les ouvrières.

CHAPITRE II. - Salaires.

Section 1. - Ouvriers majeurs.

Art. 2.

Les salaires horaires minimums des ouvriers occupés dans les entreprises visées à l'article 1 sont fixés par la Commission paritaire des entreprises de garage.

Section 2. - Jeunes ouvriers.

Art. 3.

Les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés aux jeunes ouvriers se calculent sur base des salaires horaires minimums et réellement payés aux ouvriers de la catégorie professionnelle à laquelle les intéressés appartiennent; ils sont réduits selon l'âge et suivant les pourcentages mentionnés au tableau ci-après (18 ans = 100 p.c.):

NEERLEGGING-DÉPOT REGISTR.-ENREGISTR.
23-07-2003 | 03-10-2003 | NR.
N°

67851

101112

Ages	Pourcentages
à partir de 17½ ans	95 p.c.
à partir de 17 ans	90 p.c.
à partir de 16½ ans	85 p.c.
à partir de 16 ans et moins	80 p.c.

Les augmentations qui résultent de la progression reprise au tableau ci-dessus s'appliquent:

- au 1er janvier et au 1er juillet pour les ouvriers nés entre le 1er octobre et le 31 mars;
- au 1er juillet et au 1er janvier pour les ouvriers nés entre le 1er avril et le 30 septembre.

Art. 4.

L'appartenance d'un jeune ouvrier à une catégorie professionnelle est établie suivant les règles déterminées par la convention collective de travail du 23 mars 1993 de la Commission paritaire des entreprises de garage, fixant la classification professionnelle.

Les jeunes ouvriers sont rémunérés en partant du salaire du qualifié 2e catégorie s'ils s'exercent à des travaux ou à des machines exigeant des qualifiés 2e catégorie.

Ils sont rémunérés en partant du salaire de l'ouvrier spécialisé, lorsqu'ils s'exercent sur des machines ou à des travaux auxquels sont occupés des ouvriers spécialisés.

Cependant, les jeunes ouvriers, ainsi classés dans les catégories "ouvrier spécialisé" ou "qualifié 2e catégorie", peuvent être rémunérés pendant une période de stage de maximum six mois au salaire de la catégorie immédiatement inférieure.

Le jeune ouvrier peut prétendre au salaire normal de l'ouvrier majeur de la catégorie professionnelle à laquelle il appartient, s'il fournit en quantité et en qualité le même travail, et ce en application du principe "à salaire égal, travail égal".

CHAPITRE III. - Liaison des salaires a l'indice des prix a la consommation.

Art. 5.

Les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés sont rattachés à l'indice des prix à la consommation, établi mensuellement par le Ministère des Affaires économiques et publié au Moniteur belge.

Tous les calculs d'indices sont établis, compte tenu de la troisième décimale et sont arrondis au centième, le demi-centième étant arrondi au centième supérieur.

Art. 6.

Le 1^{er} mai 2003, les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés sont adaptés à l'index réel. L'adaptation est calculée en comparant l'index social d'avril 2003 à l'index social d'avril 2002.

Le 1^{er} février 2004, tous les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés sont adaptés à l'index réel. L'adaptation est calculée en comparant l'index social de janvier 2004 à l'index social d'avril 2003.

A partir de 2005 et des années suivantes, les salaires horaires minimums et les salaires horaires effectivement payés seront adaptés à l'index réel chaque fois à la date du 1^{er} février. L'adaptation est calculée en comparant l'index social du mois de janvier de l'année calendrier à l'index social du mois de janvier de l'année calendrier précédente.

CHAPITRE IV.- Règles d'arrondissement

Art. 7

Conformément à et en exécution de

- l'avis n° 1210 du 17 décembre 1997 émis conjointement avec le Conseil Central de l'Economie
- la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 fixant les règles pour convertir et arrondir les montants des barèmes, primes, indemnités et avantages en euro.
- la convention collective de travail n° 70 du 15 décembre 1998 déterminant les règles pour convertir et arrondir en euro les montants autres que ceux visés par la convention collective de travail n° 69 du 17 juillet 1998 déterminant les règles pour convertir et arrondir les montants des barèmes, primes, indemnités et avantages en euro
- la convention collective de travail n° 78 du 30 mars 2001 relative à l'introduction de l'euro dans les conventions collectives de travail conclues conformément à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les Commissions paritaires
- la recommandation n° 13 du 30 mars 2001 relative à l'introduction de l'euro

toutes les majorations ou adaptations des salaires sont calculées tenant compte de la quatrième décimale.

Le résultat de ces majorations ou adaptations des salaires est arrondi à l'eurocent le plus proche.

Exemple

- de €,0001 EUR à €, 0049, le résultat est arrondi au cent inférieur
- de €,0050 EUR à €,0099 EUR, le résultat est arrondi au cent supérieur.

CHAPITRE V. - Dispositions particulières.

Art. 8.

Toutes les majorations ou adaptations des salaires horaires minimums sont appliquées au salaire horaire minimum du manoeuvre (tension 100) et varient pour les autres catégories en fonction de la tension salariale définie ci-après:

A. 1.1. Manoeuvre "Service"	---
A. 1.2. Manoeuvre "Service" (10 ans d'ancienneté dans l'entreprise)	100
A. 1.3. Manoeuvre "Service" (20 ans d'ancienneté dans l'entreprise)	105
A.2.1. Manoeuvre	100
A.2.2. Manoeuvre (10 ans d'ancienneté dans l'entreprise)	105
A.2.3. Manoeuvre (20 ans d'ancienneté dans l'entreprise)	110
B. Ouvrier spécialisé	110
C. Qualifié 2e catégorie	122
D. Qualifié 1 e catégorie	128
E. Hors catégorie	137

Il est fait exception à la règle qui précède pour les manoeuvres "Service" (A.1.1.). Pour ce dernier, l'adaptation à l'indice des prix à la consommation se fait comme pour les salaires en vigueur.


Art. 9.

Lorsqu'une majoration coïncide avec une adaptation, la majoration est appliquée en premier lieu.

CHAPITRE VI. - Dispositions finales.

Art. 10.

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail concernant la détermination du salaire, conclue au sein de la Commission paritaire des entreprises de garage le 4 juillet 2001, enregistrée sous le numéro 60.021/CO/112 le 4 décembre 2001.



Art. 11.

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Commission paritaire des entreprises de garage.

Ce préavis ne peut prendre cours qu'à partir du 1^{er} janvier 2005.

B

PARITAIR COMITÉ VOOR HET GARAGEBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst van 8 juli 2003.

LOONVORMING

In uitvoering van artikel 3 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 14 mei 2003.

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied.

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers, werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt onder "werklieden" verstaan: de werklieden of de werksters.

HOOFDSTUK II. - Lonen.

Afdeling 1. - Meerderjarige werklieden.

Art. 2.

De minimumuurlonen van de werklieden tewerkgesteld in de bij artikel 1 bepaalde ondernemingen, worden vastgesteld door het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Afdeling 2. - Jonge werklieden.

Art. 3.

De minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen van de jonge werklieden worden berekend op basis van de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen van de werklieden van de beroepscategorie waartoe de betrokkenen behoren; zij worden verminderd naargelang de leeftijd volgens de percentages vermeld in hierna vermelde tabel (18 jaar = 100 pct.):

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.	
23-07-2003		N°	101/012

Leeftijd	Percentages
vanaf 17 ½ jaar	95 pct.
vanaf 17 jaar	90 pct.
vanaf 16 ½ jaar	85 pct.
vanaf 16 jaar en jonger	80 pct.

De verhogingen welke voortvloeien uit de in de bovenstaande tabellen vermelde doorschuiving, worden verleend :

- op 1 januari en op 1 juli voor de werklieden geboren tussen 1 oktober en 31 maart;
- op 1 juli en op 1 januari voor de werklieden geboren tussen 1 april en 30 september.

Art. 4.

De beroepscategorie waartoe een jonge werkman behoort, wordt vastgesteld volgens de regels bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 maart 1993 van het Paritair Comité voor het garagebedrijf, tot vaststelling van de beroepenclassificatie.

De jonge werklieden worden bezoldigd op grond van het loon van de geschoolde 2e categorie, indien zij zich oefenen op machines of in werken waarvoor geschoolde werklieden 2e categorie vereist worden.

Zij worden bezoldigd op grond van het loon van de geoefende hulpwerkman, indien zij zich oefenen op machines of in werken waaraan geoefende hulpwerklieden tewerkgesteld worden.

Nochtans kunnen de jonge werklieden, aldus gerangschikt in de categorieën "geoefende hulpwerkman" of "geschoolde 2e categorie" gedurende een stageperiode van maximum zes maanden bezoldigd worden aan het loon van de onmiddellijk lagere categorie.

De jonge werkman kan aanspraak maken op het normaal loon van de meerderjarige werkman van de beroepen categorie waartoe hij behoort, zo hij kwantitatief en kwalitatief hetzelfde werk verricht, en dit bij toepassing van het beginsel "gelijk loon voor gelijk werk".

HOOFDSTUK III. - Koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 5.

De minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen zijn gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, maandelijks vastgesteld door het Ministerie van Economische Zaken en bekend gemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Alle indexberekeningen worden uitgevoerd rekening houdend met de derde decimaal en afgerond tot op het honderdste, het halve honderdste wordt tot het hogere honderdste afgerond.

Art. 6.

Op 1 mei 2003 worden de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen aangepast aan de reële index. De aanpassing wordt berekend door de sociale index van april 2003 te vergelijken met de sociale index van april 2002.

Op 1 februari 2004 worden de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen aangepast aan de reële index. De aanpassing wordt berekend door de sociale index van januari 2004 te vergelijken met de sociale index van april 2003.

Vanaf 2005 en de volgende jaren worden de minimumuurlonen en de werkelijk betaalde uurlonen telkens op 1 februari aangepast aan de reële index. De aanpassing wordt berekend door de sociale index van de maand januari van het kalenderjaar te vergelijken met de sociale index van de maand januari van het voorgaande kalenderjaar.

HOOFDSTUK IV. - Afrondingsregels

Art. 7

Overeenkomstig en in uitvoering van

- advies nummer 1210 van 17 december 1997 dat samen met de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven werd uitgebracht
- de collectieve arbeidsovereenkomst 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de bedragen van barema's, premies, vergoedingen en voordelen

- de collectieve arbeidsovereenkomst 70 van 15 december 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in de collectieve arbeidsovereenkomst 69 van 17 juli 1998 tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van barema's, premies, vergoedingen en voordelen
- de collectieve arbeidsovereenkomst 78 van 30 maart 2001 betreffende de invoering van de euro in de collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten overeenkomstig de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de Paritaire comités
- de aanbeveling 13 van 30 maart 2001 betreffende de invoering van de euro

worden alle verhogingen of aanpassingen van de lonen berekend, rekening houdend met de vierde decimaal.

De uitkomst van deze verhogingen of aanpassingen van de lonen wordt afgerond tot op de dichtst bijgelegen eurocent..

Voorbeeld


-,0001 tot en met,0049 wordt afgerond naar de lagere eurocent
-,0050 tot en met,0099 wordt afgerond naar de hogere eurocent.

HOOFDSTUK V. - Bijzondere bepalingen.

Art. 8.

Alle verhogingen of aanpassingen van de minimumuurlonen worden op het minimumuurloon van de hulpwerkman (spanning 100) toegepast en schommelen voor de andere categorieën volgens de hierna bepaalde loonspanning:

A. 1.1. Hulpwerkman "Service"	---
A. 1.2 Hulpwerkman "Service" (10 jaar anciënniteit in de onderneming)	100
A. 1.3. Hulpwerkman "Service" (20 jaar anciënniteit in de onderneming)	105
A. 2.1 .Hulpwerkman	100
A. 2.2. Hulpwerkman (10 jaar anciënniteit in de onderneming)	105
A. 2.3. Hulpwerkman (20 jaar anciënniteit in de onderneming)	110
B. Geofende Hulpwerkman	110
C. Geschoolde 2de klasse	122
D. Geschoolde 1ste klasse	128
E. Buiten categorie	137



Er wordt van de voorgaande regel afgeweken voor de hulpwerkman "Service" (A.1.1.). Voor deze laatste, gebeurt de aanpassing aan het indexcijfer van de consumptieprijsen zoals voor de van kracht zijnde lonen.

Art. 9.

Wanneer een verhoging samenvalt met een aanpassing, wordt de verhoging eerst toegepast.

HOOFDSTUK VI. - Slotbepalingen.

Art. 10.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt deze betreffende de loonvorming, afgesloten in het Paritair Comité voor het garagebedrijf van 4 juli 2001, geregistreerd onder het nummer 60.021/CO/112 op 4 december 2001.

Art. 11

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2003 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen opgezegd worden mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het garagebedrijf.

Deze opzegging kan slechts ingaan ten vroegste vanaf 1 januari 2005.